

TIZI-OUZOU

Plus de 500 logements en perspective
à Tizirt-sur-mer

Dans les efforts déployés pour résorber le déficit criant en matière de logement dans la ville de Tizirt-sur-mer, les autorités locales ont mis en chantier un important programme de différentes catégories comprenant dans son ensemble plus de 500 unités. Les chantiers, lancés ou en voie de l'être, avancent démesurément. Mais, ce qui est réconfortant, c'est leur livraison qui ne manquera pas de jalonner les deux prochaines années à venir.

Notons aussi que le programme historique, jamais lancé auparavant dans la cité balnéaire, est piloté par trois gros promoteurs publics, à savoir l'OPGI, l'EPLF et l'agence foncière. Les fragments de cet immense projet sont constitués de programmes qui ont souffert, par

le passé, d'abandon, de retard et d'entraves bureaucratiques (délivrance de permis de construire, entre autres). L'EPLF, qui demeure de loin le plus grand constructeur, est en passe de livrer un programme de 119 logements promotionnels dont 51 aides. Le chantier entamé depuis plusieurs mois est en voie d'achèvement, les travaux ont dépassé le seuil des 70%. L'assiette de terrain, qui a accueilli ces nouveaux immeubles, était destinée initialement à recevoir 190 logements. Mais l'opposition des riverains, qui estimaient que le promoteur public excellait dans la construction par densification, ont porté l'affaire devant la justice. A l'ouest de la ville, sur la RN24, et à un jet de pierre de la superbe plage de

Tassalast, le constructeur du logement familial a lancé récemment, en association avec une société portugaise, un chantier de 118 autres logements promotionnels livrables dans 12 mois.

Par ailleurs, une erreur qui a glissé dans le POS a réduit considérablement l'élan de l'entreprise en lui bloquant son plus grand programme qui est de 156 logements sociaux participatifs. Un type de logement que les bourses moyennes recherchent désespérément dans cette ville balnéaire. L'erreur concerne la propriété de la parcelle. En effet, bien que l'EPLF soit propriétaire dudit terrain, dans le POS l'assiette constructible en question a été affectée à un autre usage, à savoir la réalisation d'une annexe administrative et d'un

espace vert. La réalisation de ces 156 logements sociaux participatifs tant attendue dépend de la révision du POS. Et il y va de l'intérêt de tous les mal-logés d'accélérer la procédure.

Selon une source bien informée, dans sa tentative de résoudre la question, "l'APC a proposé à l'entreprise une autre parcelle. L'administration compétente a rejeté la proposition pour des considérations techniques et réglementaires". Qui a intérêt à entraver, bloquer, voire saborder la réalisation de 156 logements dans une ville qui en a un énorme besoin ?

De son côté, l'agence foncière a lancé son projet portant la construction de 192 logements sociaux participatifs avec presque deux ans de retard. Pour rappel, plus d'un demi-millier de mal-logés ont adressé leurs dossiers à cette agence. Le travail de sélection, qui s'apparente à la recherche d'une aiguille dans une botte de foin, la plupart des demandeurs sont éligibles, n'a pas encore porté ses fruits. Seule nouvelle, le financement du projet sera assuré par un organisme public et, d'après une source très au fait, "les futurs acquéreurs ne paieront leur logement qu'à la réception des clés". Enfin, le constructeur étatique, l'OPGI, dans le cadre quinquennal 2005/2009, a entamé la construction de 110 logements sur deux assiettes, 80 unités près du lycée Toumi et les 30 restants dans le sud de la ville. En revanche, pour ce qui est de l'autre programme de 50 logements sociaux, l'OPGI, malgré les appels d'offres lancés plusieurs fois, peine à trouver des entreprises réalisatrices. Rappelons également que pour cette catégorie de logements, le nombre de demandeurs se chiffre par milliers à Tizirt.

M. G.

Mohamed Ghernaout

REUNION INTERVILLAGES DES IFLISSEN
L'eau du barrage de Taksebt au menu

La politique du gouvernement en matière de développement local, dans la commune des Iflissen, a montré ses limites désastreuses dans un volet des plus sensibles et avec des conséquences presque inimaginables : 38 villages sont sans eau depuis des années.

Aussi, pour seconder les autorités locales et pouvoir forcer la main aux décideurs afin de remédier à la question à la veille de l'été, le comité du village Issenadjene a pris la louable initiative d'inviter l'ensemble des représentants des villages de la commune à une réunion de travail, qui s'est tenue dans la salle du centre culturel d'Agouni-Moussi dans l'après-midi de jeudi passé, pour discuter de la création de la coordination intervillages des Iflissen et du transfert des eaux du barrage de Taksebt "qui ne toucheront que partiellement et indirectement la commune".

Le délégué du village Issenadjene, qui a ouvert la séance, a rappelé à l'assistance "le charabia ressassé par les autorités régionales concernant l'alimentation en eau potable de la commune qui va de partielle et d'indirecte par les conduites venant des Aghribs pour la zone est et le renforcement du réseau vétuste côté ouest en passant par un projet d'une mégastation d'étalement qui sera réalisé à Cap-Djinet qui desservira la région de Tizirt", avant de le qualifier "de promesse sans lendemain tenue à la veille des élections".

Dans la salle, tous les présents ainsi que les deux adjoints au maire, MM. Aouine et Ouhebouk, invités à l'occasion, ont ré-émis l'éternel vœu de constituer une coordination des villages de la commune pour prendre en charge, principalement, la question du jour et les autres revendications.

Par ailleurs, la population des Iflissen, qui mérite la palme du stoïcisme, ne peut plus patienter davantage. "Au temps où notre pays était en difficulté, nous avons patienté mais à présent que les moyens financiers et les eaux du barrage de Taksebt existent, nous devons réclamer nos droits", ne cessent de répéter certains délégués.

Le deuxième vice-président de l'APC des Iflissen, M. Ouhebouk, a dressé la situation de la commune qui souffre de nombreux problèmes tels que les fuites, le piquage illicite, le sabotage, l'inefficacité des appareils de pom-

page... avant de rendre son verdict : "Sans la réparation complète du réseau, il n'y aura pas d'eau dans toute la commune."

Toutefois, avant de céder la parole, M. Ouhebouk a tenu à informer la population à travers ses délégués que l'exécutif local a programmé en pole position ce projet dont le coût est de "7,5 milliards de centimes". Un budget qui dépasse de loin les capacités de la commune dont le montant du PCD de l'année en cours n'excède pas les 4,2 milliards de centimes. "Il n'y a que la direction de l'hydraulique de la wilaya qui puisse réaliser ce projet", conclut-il.

Après un court cafoquillage sur la façon et les moyens à mobiliser, l'intervention persuasive du représentant du village des Aït-Youcef, qui a exhorté ses camarades, au nombre de 15, à "constituer une cellule de volontaires qui s'attellera à la tâche dès que possible vu l'urgence de la situation" a recentré les débats. Selon ce dernier, "convaincre les absents de rallier les rangs des 9 volontaires qui constituent le noyau de la coordination tant attendue, passe inévitablement par les résultats acquis ou tout au moins par le volume et le caractère des actions menées".

A la fin de la réunion, les neuf délégués "élus à main levée par l'assistance", se sont retirés pour décider et arrêter les actions à mener dans les jours qui viennent.

M. G.

Mohamed Ghernaout

PISTES INTERCOMMUNALES

Bientôt Aghribs-Yakouren en 15 mn

L'option relative au concept de l'intercommunalité tant scandé lors des campagnes électorales d'octobre 2005 semble refaire surface pour cette dernière ligne droite du mandat des élus RCD des Aghribs.

Le premier projet dans ce sens est pour mettre à l'actif de la commune de Fréha qui s'est démenée tant bien que mal pour installer une décharge intercommunale, car sa réalisation s'est quelque peu éternisée, et comme pour leur rendre l'ascenseur, les voisins d'Aghribs ont inscrit au PSD le bitumage de la piste mitoyenne de ladite décharge reliant les deux

communes sur une longueur de près de 6 km. Aussi, il faut noter qu'une deuxième piste intercommunale fera l'objet d'un revêtement en bitume toujours dans le cadre sectoriel. Il s'agit de la route reliant la commune des Aghribs à celle d'Akbou et Yakouren sur une longueur de près de 7 km.

Si pour la première l'on espère toujours décrocher une enveloppe financière pour l'exercice en cours, pour la deuxième le budget a été octroyé et l'on n'attend que l'attribution du marché. Ces deux pistes ne sont pas actuellement carrossables, pour ainsi dire elles sont pratique-

ELECTIONS
LEGISLATIVES

A AIN-DEFLA

Liste FLN :

entre
interrogation
et demande de
révision

"On se plie aux décisions prises par le secrétariat général du parti quant à la liste établie pour les prochaines législatives mais on s'interroge aussi sur les critères de choix et de classement des candidats."

C'est ce que vient de faire la kasma FLN de la commune de Khemis-Miliana dans une lettre adressée au secrétaire général, dont copie nous a été communiquée, signée par 41 militants.

Selon ce document, on ne semble pas comprendre comment "la commune de Khemis-Miliana, la plus grande de la wilaya qui compte 52 000 électeurs, sur 14 dossiers de candidats, 9 universitaires et 5 cadres, seulement un seul figure sur la liste et... à la 9^e place". On juge cela "pas conforme aux critères établis par les circulaires 1 et 2 émanant du secrétaire général".

Cette position dans la liste ne préfigure d'aucune représentation de la plus grande commune (82 000 habitants en 1998) à l'APN.

Aussi, le collectif des 41 signataires sollicite, dans ce document, la révision de cette liste ou sa correction. "Nous craignons que notre électoralat nous quitte pour d'autres listes lors de ces élections... Cet électoralat qu'ils courtisent déjà."

Notons que 9 listes indépendantes et 23 partis vont entrer en compétition le 17 mai prochain pour les 8 postes de député selon le quota qui échoit à la wilaya.

On notera aussi que parmi les listes indépendantes figurent des personnalités qui ont fait défection au FLN telles que Ziane Ahmed P/APW, ou encore Tiatouni Hadj élu de l'APN.

Par ailleurs, des membres de la mouhafadha, questionnés au sujet de cette liste, se disent "rester fidèles au parti et respectent le travail fait par la direction centrale. D'autres se sont abstenus de tout commentaire."

Karim O.

ment abandonnées, mais offrent l'avantage d'être des raccourcis vers les communes voisines, une faculté qui intervient dans une optique de rapprochement entre les citoyens, ce qu'annoncent par ailleurs les élus locaux.

Cependant, quelques appréhensions surgissent de par le fait qu'une particularité subsiste : celle de traverser deux massifs forestiers. Par conséquent, un civisme accru doit être de mise pour éviter l'acuité du désastre écologique déjà constaté ces derniers temps dans la localité.

F. B.